

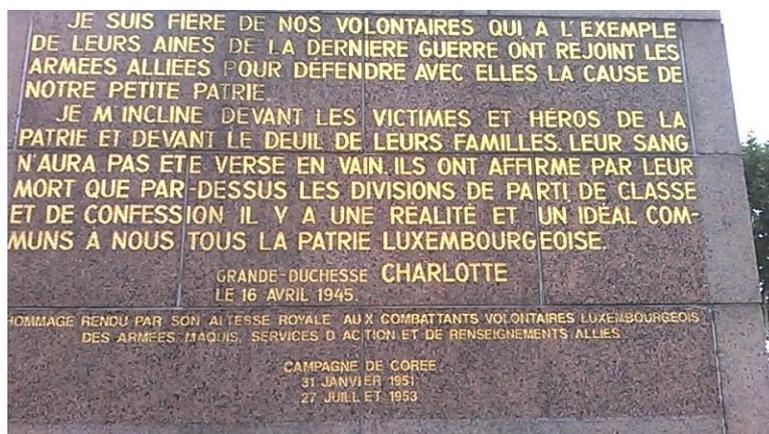
Une place d'honneur pour les volontaires des Brigades Internationales au Monument du Souvenir « Gëlle Fra » ?

L'année dernière (2019) marque le 80ème anniversaire de la fin de la guerre d'Espagne (1936-1939) qui voit la victoire du camp franquiste sur la République espagnole, entamant ainsi la fin de la démocratie en Espagne et le début d'une dictature qui allait perdurer jusqu'en 1975.

Un rapide coup d'œil sur ces événements dramatiques va permettre de mieux comprendre les motivations qui ont poussé les volontaires des Brigades Internationales à venir prêter main forte aux forces républicaines espagnoles.

En juillet 1936 le général Franco se révolte contre le gouvernement républicain espagnol et lance le début d'une guerre civile sanglante qui va opposer, durant 3 ans, l'armée républicaine espagnole régulière aux troupes rebelles franquistes. Alors que les troupes du général Franco bénéficient dès le début de l'offensive du soutien militaire de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, le gouvernement républicain espagnol lance dès juillet 1936 un appel aux démocraties occidentales pour lui venir en aide. Celles-ci ne réagissent que timidement en envoyant, dans un premier temps, des armes au camp républicain, pour ensuite cesser, dès septembre 1936, toute aide officielle, sous prétexte de ne pas vouloir « internationaliser » le conflit espagnol. L'URSS en revanche va apporter son aide militaire aux forces républicaines, tandis que le Komintern¹ lance, dès le début du conflit, un appel à tous les volontaires pour rejoindre les Brigades Internationales nouvellement constituées. Près de 40.000 volontaires venant de nombreux pays, rejoignent l'Espagne et combattent aux côtés des armées républicaines, parmi eux 102 volontaires venant du Luxembourg. Pour eux il s'agit avant tout de défendre les valeurs de la jeune république espagnole, d'empêcher l'instauration d'une dictature franquiste en Espagne et de faire barrage aux dictatures nazie et fasciste.

Privées du soutien des démocraties occidentales, notamment de la France et de la Grande-Bretagne qui prônent une politique de non-intervention en Espagne, les forces républicaines espagnoles perdent peu à peu du terrain face aux troupes franquistes. Après la bataille de l'Ebro (juillet-novembre 1938) le gouvernement républicain, réfugié à Barcelone, affaibli par des dissidences internes, demande en octobre 1938 aux Brigades Internationales de quitter le territoire espagnol afin de respecter les exigences du comité de non-intervention². Des milliers de brigadistes se réfugient en France où ils sont internés, durant des mois, dans des camps de réfugiés dans le sud de la France.



Inscription sur le Monument du Souvenir

Bien avant le début de la Seconde Guerre mondiale les volontaires des Brigades Internationales furent donc parmi les premiers à s'opposer par la force au nazisme et au fascisme « en montrant la voie à ceux qui allaient bientôt les suivre dans le combat pour la liberté » (Jean-Claude Juncker,

¹L'Internationale communiste était une organisation internationale qui regroupait les partis communistes partisans du régime soviétique

²Pour éviter une internationalisation du conflit espagnol la France et la Grande-Bretagne, forts de l'appui de la majorité des pays européens, décident, dès août 1936, de ne plus livrer d'armes à l'Espagne républicaine

Premier Ministre, in « Hommage aux volontaires des Brigades Internationales » 1997). Leur engagement en faveur de l'Espagne républicaine, leur combat contre des régimes sanglants et leur clairvoyance face à la menace nazie leur ont valu en juillet 2003 la reconnaissance officielle et unanime de la Chambre des Députés.

Bien que disposant, depuis 1997, d'un monument dans le quartier « Italie » à Dudelange, l'association « Les Amis des Brigades Internationales-Luxembourg » (ABI-L) estime légitime leur demande adressée en septembre 2018 au Premier Ministre Xavier Bettel (lettre restée sans réponse) de voir figurer au « Monument du Souvenir -Gëlle Fra » la mention « **Aux volontaires des Brigades Internationales (1936-1938)** » afin de renforcer la visibilité de leur combat en faveur de la liberté et d'un régime parlementaire chers à la population luxembourgeoise.

Certes le « Monument du Souvenir » fut d'abord érigé après la Première Guerre Mondiale pour honorer la mémoire des victimes luxembourgeoises de la « Grande Guerre » (1914-1918) et des volontaires luxembourgeois engagés au sein de la Légion Etrangère aux côtés de la France contre les troupes impériales de Guillaume II et de ses alliés.

Lorsque les nazis démolirent en octobre 1940 le monument, celui-ci devint le symbole de la résistance luxembourgeoise face à la répression nazie. Disparu pendant de longues années, il ne fut reconstruit qu'en 1985 sous l'impulsion d'un comité d'organisation chargé de recueillir les fonds nécessaires à sa reconstruction. Depuis cette date, la « Gëlle Fra » rend hommage aux victimes luxembourgeoises des deux guerres mondiales qui ont succombé en défendant leur patrie et ses valeurs démocratiques.

Quelques années plus tard une nouvelle plaque a été ajoutée sur le côté droit de la « Gëlle Fra » pour honorer la mémoire des volontaires luxembourgeois engagés dans la guerre de Corée (1951-1954). La date d'inauguration de cette plaque reste un mystère, car malgré des recherches effectuées auprès de la Chambre des Députés et des Archives nationales je n'ai pas retrouvé la moindre trace administrative ou législative concernant cette décision. De même des démarches entreprises auprès d'anciens vétérans de la guerre de Corée n'ont donné aucun résultat. Se pose donc la question du décideur et du bien-fondé de cette décision, d'autant plus que l'engagement des volontaires de Corée ne remplissait aucunement les objectifs patriotiques définis jusque-là par les pouvoirs publics pour pouvoir prétendre à une place d'honneur au Monument du Souvenir. En effet durant la guerre de Corée il s'agissait pour les forces onusiennes, sous commandement américain, d'empêcher les forces communistes venus du Nord, aidées par la Chine communiste et L'URSS d'envahir la Corée du Sud. Le but était donc de défendre, selon la version officielle de l'époque, le monde pro-occidental dit « libre » contre la dictature communiste. Dans un monde dominé à l'époque par la « guerre froide », c'est donc cet engagement anti-communiste en faveur d'un monde « libre », partagé par nos gouvernements successifs qui, semble-t-il, a valu aux volontaires luxembourgeois de la guerre de Corée l'honneur de les voir figurer également au « Monument du Souvenir ». Par cette action le Luxembourg a donc voulu renforcer son image pro-occidentale et les valeurs qu'elle représente : démocratie parlementaire et indépendance.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que dans le cas de la guerre de Corée, défendre la démocratie voulait dire s'opposer à la progression du communisme, alors que durant la deuxième guerre mondiale et la guerre d'Espagne s'engager en faveur de la démocratie voulait dire combattre les idéologies d'extrême-droite. 2 visions de la démocratie tout à fait opposées !

Ce sont les valeurs démocratiques défendues par les 102 volontaires des Brigades Internationales dans leur lutte contre les dictatures d'extrême-droite ainsi que leurs sacrifices (près d'un quart ont succombé ou ont été blessés), qui légitiment donc leur inscription au « Monument du Souvenir ».

Serge Hoffmann